ASSEMBLÉE NATIONALE

8 avril 2021

FIN DE VIE - (N° 4042)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**SOUS-AMENDEMENT**

N ° 3588

présenté par
Mme Ménard

à l'amendement n° 3043 de M. Falorni

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

Remplacer le mot "garantit" par "a pour objectif de permettre"

EXPOSÉ SOMMAIRE

Vouloir garantir que chaque être humain ait le droit à une fin de vie libre et choisie signifie ouvrir la porte à l'euthanasie et au suicide assisté. Aller dans cette direction, c'est dire que ce n'est plus la souffrance que l'on veut supprimer mais la personne qui souffre.

C'est dire aussi que notre société peut tuer ses congénères. A l'heure où notre pays fournit d'immenses sacrifices pour sauver des vies, et demande d'immenses efforts à l'ensemble de son personnel de santé pour faire face à la crise sanitaire, cela n'est pas légitime.